

# Le MRP vous parle!

TRIBUNE LIBRE DES ANCIENS DU M.R.P.

Nouvelle série N° 47  
Janvier - Février 1991  
ISSN 0753-8707

BULLETIN DE LIAISON DE L'AMICALE DU M.R.P. — 133 BIS, RUE DE L'UNIVERSITÉ PARIS 7<sup>e</sup> — TEL. 47.05.84.51

PRIX : 5 F.

## Réflexions sur la guerre

André-François MERCIER

A part SADDAM HUSSEIN personne ne voulait la guerre. Mais celui qui se croit le leader du monde arabe pensait qu'il serait invulnérable grâce à une accumulation inouïe d'armements dont heureusement ses troupes, au moment voulu, n'ont pas su se servir.

Il faut d'abord saluer, une fois de

plus après 1917 et 1942, la volonté américaine de défendre le monde libre avec des moyens adaptés aux circonstances. Quel contraste avec la faiblesse européenne, qui ne pèse que d'un poids symbolique dans le conflit. Il est clairement démontré que, sans les américains, l'Irak aurait pu dicter sa loi à toute la région du Moyen-Orient et s'emparer de la moitié des ressources pétrolières du globe.

Cela rend d'autant plus ridicule les restrictions mentales de quelques uns de nos dirigeants. Certes, François MITTERRAND a tenu le cap constamment en raisonnant au nom du Droit et en maintenant l'exigence d'une évacuation du Koweït. Il l'a fait avec persévérance et son discours à l'ONU, en septembre dernier, constituait une perche tendue à SADDAM HUSSEIN, en même temps qu'il ne cédait pas sur l'essentiel.

Pourquoi faut-il, aujourd'hui, les combats étant engagés, que certains de nos dirigeants annoncent que nos troupes s'en tiendront à la libération du Koweït et qu'elles ne porteront aucun coup contre le territoire irakien ? Comme si, pour libérer le Koweït, il ne fallait pas d'abord et surtout détruire les bases militaires, les usines, les centres de missiles, les pistes aériennes et toutes les concentrations militaires situées sur le territoire irakien. C'est parce que les américains, dès la première nuit de l'attaque, ont effectué d'énormes destructions en Irak que l'on peut espérer réduire le nombre des victimes militaires alliées et hâter la date de la fin du conflit. Alors même que nous représen-

tons un faible pourcentage dans l'effort militaire, n'en réduisons pas l'effet en limitant nos interventions au choix des militants socialistes.

Un autre point litigieux fait problème : que notre ministre de la Défense soit connu depuis longtemps pour son non-conformisme est une chose. Il est contre l'Europe au nom du socialisme car il a découvert que le jour où l'Europe sera faite il faudra bien réduire en France l'influence de l'Etat. Mais aujourd'hui c'est autre chose. Qu'il soit pacifiste et chef de file de cette tendance dans son parti est un bien triste exemple à donner à nos troupes. Lorsqu'on se bat on n'a pas le droit d'avoir des états d'âme et si l'on n'est pas capable de dire à nos soldats les raisons de notre combat et la confiance dans notre bon droit on ne doit pas rester à la tête des armées. Démissionner devient nécessaire !

Enfin, dernière réflexion sur cette idée propagée par les médias : seuls les militaires de carrière se battent, le contingent ne sera pas employé au Moyen-Orient. Cette distinction est encore une manœuvre pour endormir l'opinion. L'Armée française est une seule entité et si les cadres sont à la fois d'active et de réserve les troupes, avec plus ou moins de spécialités, sont prises dans le contingent. S'il y a des volontaires parmi le contingent (nous savons que plus d'un millier s'est spontanément présenté) pourquoi ne seraient-ils pas associés à l'action des engagés.

(suite page 2)

### SOMMAIRE

Page 1 : *Réflexions sur la guerre*

Page 2 : *La guerre psychologique*

Page 3 : *La guerre est juste*

Page 4 : *Toi, que fais-tu pour les sans-toit ?*

Page 5 : *Bravo, François Bayrou*

Page 7 : *Mission enfants martyrs*

Page 8 : *L'adieu à Jean Lobjois*

Page 9 : *Lucienne Bernardon  
(1926-1990).  
Rémy Montagne (1917-1991)*

Page 10 : *Pour un scrutin net et juste*

Page 12 : *La chasse aux trésors est ouverte*

# La guerre psychologique

Jean COVILLE

La guerre psychologique sera peut-être plus difficile à gagner que la guerre militaire.

Comme je l'ai écrit dans notre numéro 45 de septembre-octobre 1990, sous le titre «La Crise du Golfe. N'oublions pas nos responsabilités, mais préparons l'avenir», il ne faut absolument pas que la fermeté manifestée dans le Golfe apparaisse comme une offensive du Monde Occidental contre le Monde Arabe et encore moins du Monde Judéo-chrétien contre le Monde Musulman.

Il est donc nécessaire que l'O.N.U., gardienne des droits de l'homme, intervienne dans des pays non arabes où ces droits sont violés, tout autant qu'au Koweït, comme l'Angola, le Libéria, l'Ethiopie, le Thibet ou le Cambodge.

Mais en même temps, il faut lutter contre la propagande arabe, qui dénonce la duplicité des Occidentaux, qui accusent les Irakiens de priver les Koweïtiens de leur patrie, mais en même temps refusent aux Palestiniens de revendiquer leur propre patrie.

Dans cette guerre psychologique, il faut combattre sans faiblir.

Comme je l'ai écrit dans l'article

visé ci-dessus, il est nécessaire de rechercher le règlement de l'ensemble des problèmes du Moyen Orient et pas seulement de celui du Koweït.

Mais pour cela il faut que le Monde arabe reconnaisse solennellement l'Etat d'Israël, ce qu'il n'a jamais fait.

Il faut aussi qu'il reconnaisse que les Palestiniens ont déjà une patrie, qui est la Jordanie.

Nous avons déjà plusieurs fois traité ce sujet et apporté des preuves indiscutables.

Dans un article ancien, publié dans le n° 17 du «MRP vous parle» nous avons rappelé la naissance de l'Etat d'Israël sous la forme «d'un foyer national juif» résultant des propositions de Lord Balfour, ministre britannique des Affaires étrangères pendant la première guerre mondiale.

Les Arabes supportèrent la présence israélienne tant que les Anglais furent présents, mais en 1947 quand l'Etat d'Israël fut confirmé par l'O.N.U., les Arabes se jetèrent sur lui pour le détruire. Ils n'y parvinrent pas, mais occupèrent une grande partie de la Cisjordanie, où était établi le nouvel Etat.

En 1967 même scénario. Nasser, qui avait chassé les «Casques Bleus» du Sinaï, s'attaqua à Israël, avec le soutien de la Syrie et de la Jordanie, mais leur défaite fut totale et Israël récupéra la Cisjordanie perdue en 1947.

Il ne faut pas oublier ces événements et leur signification.

Seul un dirigeant arabe a accepté l'existence d'Israël et a recherché la paix avec lui, c'est Anouar el Sadate. Mais pour ce motif il a été assassiné.

Personne en Occident ne peut oublier cela.

Un règlement d'ensemble au Proche-Orient est certainement possible, à condition que le Monde Arabe accepte l'existence d'Israël.

## CHEVENEMENT A DEMISSIONNÉ

Les événements vont tellement vite qu'il n'est pas facile de les suivre dans notre petit journal.

Où en serons nous quand ce numéro paraîtra ?

André-François Mercier, en écrivant l'article publié en première page, critiquait avec raison le Ministre de la Défense, Jean-Pierre Chevènement et disait : «quand on se bat on n'a pas le droit d'avoir des états d'âme et si l'on n'est pas capable de dire aux soldats pourquoi l'on se bat on démissionne.»

C'est fait.

La politique du gouvernement français sera plus claire.

Il y aura toujours dans notre pays - et ailleurs - des gens qui sont contre la résistance à l'oppression.

Ce sont des lâches qui provoquent les pires malheurs.

C'étaient les mêmes autrefois qui ne voulaient pas mourir pour les Sudètes, ni pour Dantzig et qui ont ainsi permis à Hitler de déclencher la seconde guerre mondiale.

Mais il y a aussi de soi-disants pacifistes, qu'il ne faut pas confondre avec les premiers : ce sont les communistes, qui refusent l'emploi de la force pour permettre aux Koweïtiens de retrouver leur patrie, mais approuvent l'emploi de la force pour empêcher les peuples baltes de retrouver la leur.

Jean COVILLE



## REFLEXIONS SUR LA GUERRE

(suite de la page 1)

En insistant sur la différence des statuts militaires, le pouvoir laisse entendre que seuls nos «mercenaires» sont bons pour faire la guerre. Au moment où le pays tout entier devrait être conscient de l'enjeu énorme auquel nous sommes confrontés ce genre de distinctions révèle en fait une grande lâcheté !

N'oublions pas que, si la victoire n'était pas dans notre camp, les conséquences pour chacun d'entre nous et pour nos descendants seraient incalculables. Nous aurons l'occasion d'en reparler.

## AMIS DÉCÉDÉS

Mme G. Bellanger ..... Montreuil s/ Bois  
Michel Catoire ..... Paris 4<sup>e</sup>  
Pierre CHARRAS ..... Asnières  
Henri Jarry ..... Angers  
Jean Lobjeois ..... Gagny  
Jean MEGRET ..... Paris 7<sup>e</sup>  
Remy Montagne ..... Paris 17<sup>e</sup>  
Maurice Neuville ..... Suresnes  
Joseph Rey ..... Colmar  
Général Solenne ..... Antony  
Jean-Louis TINAUD .....

# La guerre est juste

Jean COVILLE

La Guerre est juste car Saddam Hussein est un monstre.

L'association «pour le Koweït Libre» a présenté pendant 2 jours à l'Hôtel Intercontinental, rue de Castiglione, une exposition de documents, visuels et sonores, qui illustraient abondamment le qualificatif ci-dessus.

J'ai assisté à l'une des séances et ramené un dossier, qui mérite d'être exploité par les responsables de tous ordres dans notre pays.

L'adresse de l'Association «Pour le Koweït Libre» est 142 rue de Rivoli Paris 1<sup>er</sup>. Le n° de Tél. : 45.62.66.00.

On savait déjà que Saddam Hussein, qui a pris le pouvoir par la force,

a massacré ses adversaires, qu'il a anéanti les Kurdes, qui habitent depuis des siècles le nord du pays, avec des gaz toxiques.

Au Koweït il s'est surpassé en faisant torturer des enfants sous les yeux de leurs parents, pour leur faire avouer des crimes imaginaires.

Que nos lecteurs se procurent ces documents à l'adresse indiquée. Ils seront édifiés et comprendront qu'on ne négocie pas avec une bête féroce de cette espèce.

Il faut en débarrasser l'humanité.

Espérons que ce résultat sera atteint avec un minimum de pertes humaines.



## L'HISTOIRE DU KOWEIT

Dans le dossier mentionné dans l'article ci-contre et que nous ne pouvons que résumer dans ce journal, se trouvent les résultats d'une mission d'enquête «d'Amnesty International», qui donne des indications horribles sur les crimes de Saddam Hussein.

Nous ne pouvons les reproduire ici.

Par contre nous allons résumer le texte relatif à l'histoire du Koweït, qui va sans doute surprendre beaucoup de nos lecteurs.

Le Koweït est depuis longtemps une réalité historique, politique et juridique.

Parmi les mensonges proférés par Saddam Hussein, il a prétendu que le Koweït était une partie de la région de Bassorah à l'époque de l'Empire Ottoman. Or le Koweït n'a nullement été détaché de l'Irak par l'occupation étrangère.

Des documents très intéressants indiquent que c'est la famille Al Sabah et certaines tribus arabes qui ont fondé le Koweït au début du 18<sup>ème</sup> siècle (1701-1702).

Le Koweït a été constitué comme entité politique depuis que le peuple de la région a élu le cheikh Sabah premier émir en 1756, c'est-à-dire bien avant la création de l'Irak moderne du 20<sup>ème</sup> siècle.

Le Koweït, contrairement à l'Irak, n'était pas soumis à l'Empire Ottoman.

Il y avait un gouverneur ottoman pour l'Irak à Bagdad, mais il n'y en avait pas au Koweït.

Cependant des relations amicales s'établirent entre le Koweït et l'Empire Ottoman et se maintinrent jusqu'à la fin de cet Empire.

De bonnes relations s'établirent aussi entre le Koweït et la Grande Bretagne, à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle et au début du 20<sup>ème</sup> et se renforcèrent après la 1<sup>ère</sup> guerre mondiale, quand un protectorat britannique fut instauré dans cette région.

Le Grande Bretagne considéra toujours le Koweït comme indépendant de l'Irak.

Et cette indépendance fut reconnue par l'Irak lui-même par un traité de 1963.

Mais que peut valoir un traité aux yeux d'un homme comme Saddam Hussein ?

Jean COVILLE



# Toi, que fais-tu pour les sans-toit ?

Jean COVILLE

C'est le titre d'une affiche de l'Abbé Pierre, que l'on a vue sur tous les murs de Paris et dans les couloirs du métro.

Elle n'étonnera pas les lecteurs de notre petit journal, dans lequel nous avons déjà plusieurs fois dénoncé le scandale des sans-abri dans un pays qui ne figure pas parmi les plus pauvres de la planète.

Nous indiquons ci-après les références précisées dans l'affiche de l'Abbé Pierre pour permettre à ceux de nos lecteurs qui le souhaiteraient de soutenir son action.

**Fondation Abbé Pierre  
pour le logement des défavorisés  
B.P. 100  
94220 Charenton Cedex  
CCP 41749 K PARIS**

Il est bien qu'il y ait des œuvres caritatives pour s'occuper de ce problème ou pour donner à manger à ceux qui ont faim : c'est le cas des restaurants du cœur.

Mais cela ne saurait suffire à ceux qui se sont efforcés de construire une société plus juste et dont nous sommes les porte-parole dans ce petit journal.

L'Etat ou les collectivités locales n'ont pas pour mission de construire des automobiles ou des avions, ou de distribuer du gaz ou de l'électricité : des entreprises privées le feront tout aussi bien ou même mieux.

Par contre l'Etat ou les collectivités publiques doivent s'occuper de la justice, de la sécurité et de ceux qui sont dans la rue.

Ceux qui aujourd'hui au C.D.S. sont les continuateurs du M.R.P. partagent ce point de vue et l'ont exprimé avec force à la Convention de Saint-Malo, dont nous avons rendu compte dans le dernier numéro du «M.R.P. vous parle».

Comme l'a si bien déclaré Jacques BARROT, dans son discours de clôture, que nous avons cité : «*Nous sommes les héritiers de résistants, qui ont combattu tous les totalitarismes de droite et de gau-*

*che, nazi et stalinien, mais nous sommes aussi les héritiers de précurseurs qui, au lendemain de la seconde guerre mondiale, ont su créer un nouveau respect de l'homme et de ses droits.*

*Résistants, nous résisterons à la société de l'indifférence, qui oublie ceux qui n'ont rien ni argent ni espoir. Nous ne nous y résignerons pas.»*

Voilà un beau programme pour ceux qui se sont ainsi engagés à Saint-Malo : militants, responsables et élus nationaux ou locaux.

Cet engagement doit trouver son application pour régler le problème des sans-abri : des péniches ou des baraquements peuvent parfaitement les accueillir, notamment dans la Région Parisienne, mais aussi ailleurs.

Ils pourraient y être convenablement logés et recevoir la nourriture indispensable.

Ceux dont la déchéance est trop grande et qui refuseraient de faire aucun travail ne recevraient aucun pécule.

Par contre, ceux qui accepteraient de travailler, fut-ce à mi-temps, recevraient un pécule, ce qui créerait une émulation parmi les déclassés de la rue.

Et on pourrait confier à ces travailleurs occasionnels le soin de contribuer à lutter contre les graffiti et autres pollutions qui déshonorent Paris et sa région, ainsi que d'autres villes.

On pourrait aussi leur confier le soin de ramasser le papier pour être recyclé, ce qui serait très utile.

Nous voulons enfin insister sur une autre entreprise essentielle, qui devrait résulter des engagements de Saint-Malo, à savoir la lutte contre la hausse vertigineuse des prix des loyers à Paris et dans sa région, ainsi que dans d'autres grandes villes.

Cette hausse a pour effet d'en chasser une grande partie des habitants, ce qui est intolérable pour tous ceux qui se réclament de notre message et des engagements

pris à Saint-Malo.

Il ne faut nullement croire que cette situation ne comporte aucun remède.

L'économie de marché, à laquelle nous croyons, ne peut pas fonctionner quand il existe un abîme entre l'offre et la demande, ce qui est le cas à Paris et dans d'autres grandes villes.

Il appartient donc à la puissance publique d'intervenir. C'est ce qu'ont fait au siècle dernier Napoléon III et Haussmann, qui n'étaient nullement marxistes.

Ils ont fait de Paris, qui était un agglomérat de communes campagnardes, une ville moderne que l'on admire avec raison.

Mais derrière les belles avenues qu'ils ont créées, il subsiste de très nombreuses maisonnettes campagnardes qui pourraient être transformées en maisons urbaines.

Il en est de même dans la banlieue parisienne et dans de très nombreuses villes de province.

Comme nous l'avons déjà suggéré, cette situation réclame un deuxième plan Haussmann, destiné à compléter le premier.

Ainsi de très nombreux logements à caractère social pourraient être mis à la disposition de ceux qui en ont besoin.

C'est ce qui a été fait dans certaines villes allemandes que je connais et notamment à Berlin. Pourquoi pas à Paris et ailleurs ?

Que de travail en perspective pour les professions du bâtiment.

Puissent ceux qui étaient à Saint-Malo et notamment les responsables et les élus, s'appliquer de toutes leurs forces à la réalisation de ce grand objectif !



# Bravo, François Bayrou

Nous sommes nombreux à apprécier, depuis plusieurs années, les articles parus chaque semaine, dans «*Démocratie Moderne*» et portant la signature de François BAYROU. Avec un langage courageux et sage, notre ami a su commenter l'actualité et donner la juste note qui entraîne la conviction.

Aujourd'hui nous avons deux raisons d'applaudir à ses faits et gestes.

Son livre «1990-2000 : la décennie des mal-appris» paru chez Flammarion fait un tour complet des problèmes de l'enseignement et arrive à point au moment où les parents, élèves et enseignants, totalement désorientés, cherchent une direction pour retrouver espoir et confiance pour l'avenir.

Il commence par le bilan - désastreux - du système actuel : 20% d'illettrés sans parler des 60% d'écopés qui n'ont pas assimilé le minimum de connaissances leur permettant dans un monde difficile et compliqué de tenir un emploi spécialisé. Tout cela parce qu'au tournant des années 60 on a découvert qu'à l'école élitiste - qui tendait à être égalitaire - il fallait substituer une école égalitariste qui est en fait anti-égalitaire.

Les statistiques sont accablantes : dans l'enseignement primaire, 6% de redoublements pour les fils d'enseignants et les cadres supérieurs, 27% chez les agriculteurs, 45% chez les ouvriers et 52% chez les chômeurs.

Le Bac : 70% des fils d'enseignants l'obtiendront contre 45% des cadres moyens 30% des fils d'employés, 20% chez les ouvriers et 12% des fils de chômeurs. Cela prouve que l'enfant doit ses succès à ses professeurs mais aussi et surtout à sa famille, laquelle a cependant bien du mérite pour s'adapter aux nouvelles méthodes d'enseignement des mathématiques et de la grammaire.

Il est manifeste qu'une baisse générale du niveau dévalorise les diplômes et fait craindre pour la qualité de l'enseignement supérieur.

La crise sévit aussi chez les enseignants : pour 18.000 postes nouveaux créés, 12.000 seulement sont pourvus. Or, 100.000 instituteurs et 50.000 pro-

fesseurs vont prochainement partir à la retraite.

Les réformes innombrables ont toujours en vue celle de l'Administration (ah ! réussir la rentrée scolaire) alors qu'il devrait s'agir de connaître la qualité des enseignants et de savoir comment se déroulent les cours dans la salle de classe. C'est là que se réalisera la vraie réforme : par le maître conscient de sa responsabilité et au contact de ses élèves.

François BAYROU donne toutes sortes de recettes pour réussir cette connivence entre maître et élèves et l'on voit combien il a aimé ce métier et combien il en connaît tous les aspects. Son livre lance finalement un cri d'espoir car ce serait la seule façon pour la France de conserver sa place culturelle. Nous recommandons vivement la lecture d'un livre d'une brûlante actualité qui a le mérite de traiter un problème avec objectivité et qui apporte des solutions.

François BAYROU, en prenant la tête de la rébellion contre la réforme de l'orthographe avec le lancement du comité «Le Français libre» entreprend une autre œuvre utile.

Par quelle aberration le Gouvernement aidé par une Académie française consentante dans son ensemble et hostile dans ses individualités, ont-ils pu imaginer apporter des simplifications alors qu'au contraire la confusion la plus complète va résulter des éventuels changements.

De nombreux écrivains et enseignants font écho à la campagne ouverte par notre ami et nous nous en réjouissons. Souhaitons que le bon sens l'emporte et que le décret d'application de la réforme publiée au J.O. du 6 décembre 1990 ne voie jamais le jour.

Que ceux de nos amis qui en sont convaincus adressent à François BAYROU leur adhésion au : «Français Libre» B.P. 11, 126.rue de l'Université 75355 Paris.

A.F.M.

## DES COMMUNES PEU COMMUNES

### Noms des communes les plus longs :

- Saint-Rémy-en-Bouzemont-Saint-Genest-et-Isson (Marne)
- Saint-Vincent-de-Mercuze-Sainte-Marie-du-Mont (Isère)
- Beaujeu-Saint-Vallier-Pierrejux-et-Quitteur (Haute-Saône)

### Nom de commune le plus court :

- Y (Somme)

### Commune la plus étendue :

- Arles (Bouches du Rhône) : 769,08 Km<sup>2</sup>

### Commune la plus petite :

- Castelmoron-d'Albret (Gironde) : 0,04 km<sup>2</sup>

### Communes les moins peuplées :

- 4 communes du département de la Meuse sont inhabitées (depuis 1918)
  - Beaumont-en-Verdunois
  - Bezonvaux
  - Haumont-près-Samogneux
  - Louvemont-Côte-du-Poivre.
- Le petit village de Caunette-sur-Laurent (Aude) a disparu au recensement de 1990 : plus d'habitants, Mais il comptait encore pour les élections de mars 1989, treize personnes inscrites sur la liste électorale (propriétaires de campagne ou de maison). Restent quelques vaches, un cimetière, une cabine téléphonique...



## LA ROSETTE A GEORGES MONTARON

Par décision du Président de la République, notre ami Georges Montaron, ancien adhérent de la Fédération M.R.P. de la Seine, directeur de l'hebdomadaire «*Témoignage chrétien*» (fondé voilà juste 50 ans, en 1941, par le R.P. Chaillet et Louis Cruvillers, à Lyon sur la colline de Fourvière), a été promu au grade d'officier de la Légion d'honneur.

La rosette lui fut remise le 23 janvier dernier, au cours d'une cérémonie amicale, à l'hôtel Intercontinental, par M. Roger Bouzinac «*Nice-Matin*».

Avec nos cordiales félicitations.



# Horrible

L'Amicale apporte son aide à plusieurs œuvres humanitaires, dont la notoriété est grande, telles que la Croix Rouge, le Secours catholique, les Médecins sans frontières etc...

Récemment l'Amicale a reçu une demande d'aide si émouvante que nous croyons devoir la publier pour permettre à nos lecteurs d'agir personnellement, dans tous leurs secteurs d'activité ou d'influence pour que cesse les ignobles comportements d'un trop grand

nombre de nos compatriotes.

On ne peut qu'être stupéfait et indigné d'apprendre que, dans un pays comme la France, les enfants martyrs soient si nombreux !

Nous souhaiterions que tous ceux et toutes celles qui se réclament de notre tradition exigent qu'un référendum soit organisé en France pour que la peine maximale soit infligée aux bourreaux d'enfants.

# Mission

## Enfants Martyrs

Il y a, en France 50.000 enfants martyrs.

Deux d'entre eux, en moyenne, succombent chaque jour, aux mauvais traitements que leur infligent leurs parents. Ils nous interpellent pour que tombe le mur du silence. Ecouton-les.

Sabine a 7 ans. Ses yeux ne peuvent oublier ce qu'ils ont vu. Sa peau, si tendre, ne peut cicatriser des déchirures affreuses que lui infligeait, jour après jour, l'amant de sa mère. Elle a été rouée de coups. Violée.

Fabien a 5 ans. Lorsque les gendarmes l'ont extrait du placard où il était enfermé depuis des mois, ses yeux n'ont pas supporté la lumière. Affreusement amaigri, il ne savait plus marcher.

Comme Sabine et Fabien, des milliers d'enfants tendres et fragiles sont mutilés dans leur chair et dans leur esprit. **CES ENFANTS ONT BESOIN DE VOUS.**

En rejoignant «MISSION ENFANTS MARTYRS», vous allez nous permettre de conduire une action de sensibilisation de l'opinion, de prévention et de sauvegarde. Vous allez aussi, en nous aidant à briser le cercle vicieux de la haine, empêcher les victimes d'aujourd'hui d'être les bourreaux de demain.

Je suis sûr que le sort de ces enfants vous attriste.

Je suis sûr que vous aurez à cœur de nous aider à les arracher au cycle de violence qui les déchire et à en faire les parents adultes de demain.

De tout cœur, merci.

Docteur Claude LEROY

L.F.H.M.

11, rue Tronchet

75008 PARIS

Tél : 42.66.20.70

MISSION ENFANTS MARTYRS est une activité fondamentale de la Ligue Française d'Hygiène Mentale Association reconnue d'utilité publique.

## POUR BRISER LE MUR DU SILENCE

MERCI DE REpondre A CE QUESTIONNAIRE  
En répondant à ce questionnaire, vous nous aiderez à briser le mur de silence qui tue les enfants autant que leurs bourreaux.

Saviez-vous que deux enfants Français meurent, chaque jour, des suites de mauvais traitements ? Oui  Non

Estimez-vous que les Français sont suffisamment informés de cet état de choses ? Oui  Non

Personnellement, avez-vous déjà eu connaissance, dans votre voisinage, d'un cas d'enfant martyr ? Oui  Non

Si oui, êtes-vous intervenu(e) ? Oui  Non

Si vous aviez connaissance d'un cas d'enfant martyr, interviendriez-vous ? Oui  Non

Si vous avez répondu non à l'une des deux questions précédentes, est-ce ?

- Parce que vous ne vous sentez pas concerné(e)  
 Parce que vous assimilez cela à de la délation  
 Parce que vous ne savez pas qui prévenir  
 Parce que vous craignez de ne pas pouvoir garder l'anonymat

Pensez-vous que la création d'un observatoire de l'enfance martyre avec un numéro de téléphone unique pourrait permettre d'intervenir plus tôt ? Oui  Non

Pensez-vous que notre plan d'action ci-joint permettra de répondre à vos souhaits ? Oui  Non

Notez ci-dessous vos observations éventuelles.

## DEMANDE D'ADHESION A LA MISSION ENFANTS MARTYRS

à nous retourner dans l'enveloppe ci-jointe à :

Mission Enfants Martyrs - L.F.H.M.  
11, rue Tronchet 75008 Paris

**OUI**, j'accepte de rejoindre le Comité de Soutien de la MISSION ENFANTS MARTYRS.

Je désire vous aider à mettre en place l'observatoire départemental de l'enfance martyre et développer vos équipes d'intervention.

Je vous envoie donc un chèque de \_\_\_\_\_ Francs à titre de don de :

Membre Actif	200 F <input type="checkbox"/>	Grand Donateur	1000 F <input type="checkbox"/>
Membre d'Honneur	300 F <input type="checkbox"/>	Membre Fondateur	5000 F <input type="checkbox"/>
Membre Bienfaiteur	500 F <input type="checkbox"/>	Autre versement	F <input type="checkbox"/>

Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Afin de parrainer votre action d'une façon continue, je suis intéressé(e) par la formule de prélèvement mensuel automatique. Envoyez moi un dossier à cet effet.

Comme vous êtes reconnu d'utilité publique, je pourrai déduire mon don de mon revenu imposable dans la limite de 5% de celui-ci. Pour cela, envoyez moi un reçu libératoire et des informations régulières sur votre mission à l'adresse ci-contre.



EM 11



# L'adieu à Jean Lobjeois

Le 4 Décembre 1990, Jean LOBJEOIS, entouré de son fils, des membres de la famille, de très nombreux amis, conduisait Marguerite, son épouse, à son ultime demeure.

Le Vendredi 4 Janvier 1991, nous nous retrouvions de nouveau en l'église Sainte-Thérèse au Chesnay-Gagny, pour les obsèques de Jean. Il était décédé le 27 Décembre, n'ayant pas surmonté son immense chagrin. Il avait 90 ans.

L'église se révélait trop petite pour accueillir tous ceux et toutes celles qui, par leur présence et leurs prières, tenaient à témoigner leur profonde reconnaissance à Jean pour son inlassable dévouement, toute une vie consacrée au service des autres.

Le Père LEFEUVRE, ancien curé de la paroisse Sainte-Thérèse devait, en quelques mots, retracer ce qu'avait été son action. Il s'engagea totalement sur tous les plans : syndicaux, familiaux. Conseiller Municipal de Gagny, il fut le délégué général du Souvenir Français de la Seine-Saint-Denis, accomplissant ce travail en toute simplicité, avec son légendaire sourire.

De très nombreuses personnalités étaient présentes :

Alain POHER, Président du Sénat, Jean VALENET, Maire de Gagny, M. CALMEJANE, Sénateur, Michel TEULET, Conseiller général.

Jean CAYEUX et Jean COVILLE représentaient l'amicale des anciens du M.R.P.

M. Jean BESNARD, Délégué général de la Seine-Saint-Denis, accompagné de très nombreux représentants des sections locales de la Seine-Saint-Denis du Souvenir Français et des porte-drapeaux de Sections.

Jean LOBJEOIS était titulaire de la Légion d'Honneur.

Ce fut aussi un membre dynamique de la Fédération M.R.P. de la Seine et l'un des responsables nationaux des Equipes ouvrières du Mouvement.

C'est aux vivants qu'il appartient de perpétuer la mémoire de nos disparus. C'est pourquoi, comme chaque

année, nous nous retrouverons à l'issue de notre Assemblée Générale le Vendredi 26 Avril à 17 heures, devant la crypte de l'Eglise Saint-Sulpice, à Paris, pour participer à la messe célébrée à la mémoire de nos disparus.

R. DOBIGNY



## Un témoignage

Je n'aurai que peu de mots à ajouter à ce qu'écrit Roger Dobigny.

J'ai connu Jean Lobjeois dès la fin de la seconde guerre mondiale en 1944. Il fut parmi les tout premiers militants des équipes qui allaient constituer le Mouvement Republicain Populaire.

Je me souviens non sans émotion du témoignage que me remit un jour Gaston Tessier sur son abnégation et son sens du devoir aux temps de l'occupation allemande.

Avec lui et quelques amis dont le nombre allait bien vite s'accroître, nous avons mené les campagnes électorales aux lendemains de la Libération et engrangé nos premiers succès.

Avec lui, il m'a été donné d'approfondir les racines de notre Mouvement, spécialement dans les milieux populaires du 13<sup>e</sup> arrondissement. Il habitait alors Bd Masséna non loin des usines Panhard où il travaillait.

Quelques camarades ont sans doute gardé en mémoire ce meeting avec plusieurs milliers de personnes en bleus de travail où il s'agissait de rendre hommage aux morts et aux déportés de ces établissements les seuls qui, en tant que tels, dans la région parisienne reçurent la médaille de la résistance. La voix du communiste André Marty ne fut pas la seule à s'adresser à cette magnifique assistance, Jean Lobjeois avait fait le nécessaire pour que je puisse, au nom de nos amis apporter notre salut, notre parole de reconnaissance et d'espérance à ces combattants de l'ombre.

Qu'il habitât le 13<sup>e</sup>, ou ensuite Gagny, le foyer de Jean Lobjeois fut toujours, jusqu'aux plus cruelles épreuves, celui de l'accueil et du dévouement.

Avec Maurice Dufour, Madame Spitz, le bon docteur Chancel - pour ne citer que ces trois noms parmi tant d'autres - avec aussi les rencontres de Notre-Dame de la gare et de St Hippolyte, la présence également assidue de notre ami le Pasteur Emmanuel La Gravière, les semences des « beaux temps du Sillon » purent, dans l'obéissance jamais démentie porter de nouveaux fruits.

J'ai serré pour la dernière fois la main de Jean Lobjeois et échangé avec lui un dernier regard, le 4 décembre.

Pour terminer ces quelques lignes, je reprendrai simplement ce que je disais devant la mairie du 14<sup>e</sup>, le 3 janvier 1952, lors de la cérémonie d'hommage à un autre de nos amis, Hippolyte Fischer, lui aussi démocrate d'inspiration chrétienne :

« Cet homme n'eut qu'une seule passion : servir ; une seule ligne de conduite : le désintéressement ; un seul but : assurer par l'exemple l'expansion de l'esprit qui l'animait »

Il continuera à nous tracer la route !

Jean CAYEUX



# Adieu Lucienne Bernardon (1926-1990)

L'HISTOIRE d'un parti n'est pas faite que de grands événements ou de coups d'éclat. Elle procède pour une large part des gestes humbles et répétitifs, des hésitations et des reprises qui composent la trame de la plupart des existences et qui, pour les acteurs de chaque jour, représentent beaucoup d'efforts, de mérites, de sacrifices.

Lucienne Bernardon - que le poids de l'habitude faisait désigner, sans qu'elle s'en offusque, de son seul nom - était entrée très jeune au M.R.P. où elle avait été formée par des maîtres incomparables comme André Colin Joseph Fontanet, Maurice-René Simonnet, Jean Fonteneau.

Au temps des vaches maigres, avec Jean Lecanuet, Pierre Abelin et Maurice-René Simonnet, Lucienne tint, avec cette discrétion attachée à sa nature autant qu'à sa fonction, les cordons de la bourse. Boucler la fin du mois relevait du prodige ; elle s'y donnait avec une rare maîtrise. De la rue Paul-

Louis-Courier, elle gérait les affaires, soulignons-le, avec un réel savoir-faire et un sens du devoir qui demeure un exemple pour toute une génération. Il n'était pas nécessaire que son nom s'étalât ici ou là car tout le monde la connaissait.

Lorsque tard le soir (elle partait toujours la dernière), nous nous retrouvions parfois dans son bureau pour évoquer les faits du jour, l'entretien se déroulait avec l'aimable fantaisie d'un jet d'eau, s'égarait dans le méandre des digressions, rebondissait aux associations d'idées et, quand soudain il s'apaisait dans une mare dormante, un mot le relançait sur la pente. Avec elle, l'amitié coulait d'abondance.

En juillet 1990, tandis que le mal la rongait déjà, nous parlâmes, chez elle, de la Haute-Loire ; elle évoqua, avec cette nostalgie des lieux qu'elle ne verrait jamais plus, son village quand le soir, du haut de la colline proche, on voyait ses bonnes vieilles maisons

auréolées de fumées bleues, leurs fenêtres dorées par le soleil couchant qui se pressaient et se penchaient comme agenouillées autour du clocher sonnant l'angelus.

L'angelus de la Toussaint 1990 a emporté notre Lucienne qui s'était dévouée, sans se ménager, à ses parents âgés. Elle n'aura pas même pu profiter de cette retraite à laquelle, sans le dire, elle aspirait. C'est près d'un demi-siècle qu'elle aura consacré au Mouvement.

«Démocratie Moderne»

V.L.

*Elle a été, avec le même dévouement et la même compétence, trésorière de l'Amicale du M.R.P.*

*Nous nous associons de tout cœur à l'hommage qui lui est rendu par nos amis du C.D.S.*

Amicale du M.R.P.



---

## Rémy Montagne (1917-1991) le «Tombeur de Mendès» en 1954

C'est avec regret que nous avons appris le décès subit le 10 janvier dernier, à l'âge de 74 ans, de Remy Montagne, Européen militant, ancien ministre, ancien député de l'Eure, des suites d'une crise cardiaque, à l'hôpital Foch de Suresnes (92).

Né à Mirabeau (Vaucluse) le 9 janvier 1917, fils d'un propriétaire terrien, il épousa en 1945 Geneviève Michelin (beau-frère de François Michelin) dont il eut sept enfants.

Elève des Jésuites à Avignon avant de suivre ses études à la Faculté de droit d'Aix-en-Provence, il affronta, à 23 ans, les combats de la campagne de France en 1940, fut grièvement blessé au feu, perdit un œil à Abbeville le 4 juin 1940, fut décoré de la Médaille militaire, de la Croix de guerre et de la Légion d'honneur.

Dès fin 1940, il participa activement à la Résistance, échappa à deux arrestations, gagna en Savoie le maquis de l'Armée secrète.

Il fut l'un des dirigeants à la tête

de feu «L'action catholique de la Jeunesse française» (A.C.J.F.) dont il devint président. Avec son ami Maurice-René Simonnet, il anima le groupe «Jeunes Chrétiens Résistants» (J.C.R.) et fut diffuseur clandestin du «Témoignage chrétien» fondé par le R.P. Chaillet et Louis Cruvillers, à Lyon en 1941.

En 1945, il était secrétaire général de l'U.P.O.J. (regroupant les organisations de jeunesse, y compris les Jeunesses communistes), avant de fonder en 1947 le «Conseil français des mouvements de jeunesse».

Docteur en droit, Me Montagne avait ouvert, depuis 1946 un cabinet d'avocat à la Cour d'appel de Paris.

Dès 1949, il organisa la première rencontre des jeunesses française et allemande, à Strasbourg et à la Lorelai.

Champion de l'Europe démocrate-chrétienne, ne pardonnant pas à P.M.F. d'avoir fait échouer au Parlement le projet Pleven de C.E.D., il l'emporta sur M. Pierre Mendès France, le 25 novembre 1954, comme député U.D.F.

de l'Eure (3ème circonscription : Louviers-Beaumont-le-Roger), éclatante victoire qui lui vaudra le surnom de «tombeur de Mendès».

Député de l'Eure (1973-1980), maire de Louviers, conseiller général de Pont-de-L'Arche (en 1976), il présida l'Association parlementaire «Europe-Afrique» (1959-1968), avant d'être battu en 1968, puis réélu en 1976.

En 1980, Raymond Barre appela Remy Montagne dans son gouvernement, en qualité de Secrétaire d'Etat à la Santé et à la Sécurité Sociale.

Attaché à l'Eglise et à Rome, catholique convaincu, fidèle sans concession, opposé à la loi Veil, Remy Montagne resta proche des Papes successifs, de Pie XII à Jean-Paul II, attachement qui le conduisit à militer pour une certaine «moralisation des médias» et à fonder le groupe de presse «Ampère».

G.V.



# Pour un scrutin net et juste

André DELAPIERRE

J'entreprends aujourd'hui de rédiger le présent mémoire sur cette question très controversée de la forme des consultations électorales : représentation proportionnelle ou scrutin majoritaire ?

Je suis personnellement pour la représentation proportionnelle ; je l'ai toujours été, et je ne suis pas le seul.

J'écris non pour convaincre mais pour expliquer, car la plupart des électeurs d'aujourd'hui n'ont pas connu ou ont peu connu cette façon de procéder. Par contre, ils en ont entendu parler, et pas en bien ! Je le fais donc aussi pour réparer une injustice : la représentation proportionnelle aurait tous les défauts, le scrutin majoritaire toutes les vertus !

Il est toujours plus facile de dénigrer que d'essayer de comprendre. Et pas seulement en politique !

Cette hargne n'est pas nouvelle. En 1950, alors que le pays se remettait des destructions de la guerre et que nous n'avions pas le confort et les facilités actuelles, le maire d'une petite commune rurale me dit : «*Cela n'ira pas mieux tant qu'on ne changera pas le mode de scrutin*». Mais déjà en 1947, Charles de Gaulle réclamait la dissolution de l'Assemblée nationale et de nouvelles élections au scrutin majoritaire.

Dans la représentation proportionnelle il y a, par la forme même du choix, une manière de concevoir la politique et la représentation des citoyens. Et, bien entendu, dans le scrutin majoritaire, il y a une autre manière.

Avec la représentation proportionnelle, on porte son choix sur : une idée, un parti, une équipe. Avec le scrutin majoritaire, on choisit avant tout un homme. C'est la première manière que j'ai adoptée et depuis très longtemps, comme d'autres d'ailleurs, et qui n'appartiennent pas à l'esprit démocrate-chrétien dont je suis issu.

Je suis donc pour l'idée, le parti, l'équipe, plutôt que sur le choix d'un homme car je suis opposé au culte, relatif parfois, de la personnalité ou du clan

politico-familial et qui peut barrer la route à des éléments de valeur à qui il manque d'avoir «le pied à l'étrier» par l'élection permanente d'un père ou d'un grand-père.

D'autre part, on peut trouver ici ou là un candidat très capable mais sans être tribun. Avec le système majoritaire, ce n'est pas le plus compétent qui passe mais celui qui sait se faire élire.

Pour les élections municipales, le système actuel, qui a établi un équilibre, est très acceptable et emporte mon adhésion.

Avec la représentation proportionnelle, on a la situation exacte de l'opinion, et on peut y porter attention. On a aussi une représentation correspondante. C'est plus juste et cela évite la cassure du pays en deux blocs qui sont nécessairement antagonistes, voire ennemis.

Ce qui est à remarquer dans le scrutin majoritaire, outre la permanence de l'élu qu'il peut y avoir, c'est ce phénomène arithmétique : la moitié plus un égale tout, la moitié moins un égale zéro. Qui, de nos jours, dans notre société éprise de justice, trouverait cela équitable ?

Je ne sais pas si la représentation proportionnelle favorise les petits partis. En tout cas, elle leur permet de vivre et d'exprimer valablement l'opinion de leurs partisans. Il se peut que l'on trouve dans les petits groupes politiques des partis modestes mais parfaitement valables, des partis naissant ou encore des anciens grands partis et qui ont sûrement encore à se faire entendre compte tenu de leur expérience. Je ne pense pas qu'il y ait place pour des groupes de farceurs ou d'incapables.

Il n'en reste pas moins que la coupure en deux blocs est quelque chose de monstrueux et de décourageant.

Une objection est souvent avancée : la représentation proportionnelle ne donne pas une majorité. Cet argument ne me convainc pas. Ce scrutin est juste et que l'on s'arrange avec. Pour avoir le plus sûrement une majorité, voir ce qui est fait dans certains pays : le parti unique !

L'Assemblée nationale qui a été dis-

soute en mai 1968 par Charles de Gaulle avait une majorité de deux sièges seulement.

Une autre objection : les petits groupes jouent un rôle charnières et font du chantage. On peut et on doit remédier à cet abus, mais je préfère avoir cela à la coupure en deux blocs. Et qui devient vite : majorité et opposition. Dans l'état actuel des choses et avec la simplification regrettable du langage, cela devient vite : la gauche et la droite, et cela peut devenir les forces de progrès et... les autres, voire les bons et les mauvais !

Un autre argument : avec la représentation proportionnelle, on ne peut choisir son candidat. Quelle banalité ! Avec le scrutin majoritaire, on ne le choisit pas davantage, on a seulement l'illusion que l'on veut bien se donner, de choisir.

Dans un scrutin comme dans l'autre, ce sont les partis qui désignent. Bien sûr, il se peut qu'il y ait, ici ou là, des bavures ou des injustices, mais nul n'est empêché de se présenter en indépendant. Il suffit de se grouper à plusieurs pour constituer une liste.

Enfin, une dernière objection mais qui est moins courante : avec le scrutin proportionnel, les partis peuvent avoir des «élus à vie». Soit, mais dans le système actuel, un parti qui n'arrive pas à «placer» un dirigeant dans une bonne circonscription l'envoie au Sénat, tout simplement.

La représentation proportionnelle, scrutin juste, représentatif, précis, rapide, permet un choix responsable, et peut donner aux femmes l'occasion de servir la cité, le scrutin majoritaire étant souvent trop masculin.

Mais il faut se garder de simplifier et de croire que la forme du scrutin c'est toute la vie politique. Ce n'en est qu'un des aspects, important certes, mais ce n'est pas tout.

Restent d'autres questions tenant à la forme du scrutin : les élections cantonales pour lesquelles le scrutin majoritaire

(suite page 11)

# Dans chaque ville de France au coin de la rue

1991 marque le quarante sixième anniversaire de la naissance du «Mouvement républicain populaire» (dénommé «Mouvement républicain de Libération» en 1943, à Lyon, dans la clandestinité) dont le congrès constitutif eut lieu dans l'enthousiasme de la Libération, les 25 et 26 novembre, au rez-de-chaussée de la Société de géographie, boulevard Saint-Germain, au cœur du Saint-Germain-des-Prés de la Libération

La génération qui fonda le M.R.P. en 1944, est donc aujourd'hui sexagenaire pour les plus jeunes, plus couramment septuagénaire ou octogénaire, voire nonagénaire. Qu'en adviendra-t-il dans dix ans, en 2001. Dans cinq ans ?

Le culte rendu aux anciens fait partie de notre culture et de notre dette de gratitude.

Pour maintenir et honorer la mémoire des pères fondateurs et pour que le souvenir des grands anciens ne s'efface pas de la mémoire des générations montantes, rien de tel, à défaut d'élever une statue urbaine dans le bronze, le marbre ou la pierre, que les plaques émaillées au coin des rues, places et jardins, pour rappeler quotidiennement au passant, le souvenir et l'œuvre des pionniers du Mouvement que s'inscrit dans une longue tradition.

A nous les survivants - à titre provisoire - de rappeler aux responsables municipaux de notre commune,

qu'il serait peut être opportun de dédier une rue, une place ou un jardin public, à l'un de ces hommes d'Etat de notre famille d'esprit, en hommage de reconnaissance publique pour leurs services rendus à la patrie en des temps difficiles :

- **rue MARC-SANGNIER** (1873-1950) créateur du «Sillon» (1894)
- **rue ROBERT-SCHUMAN** (1886-1963) président d'honneur du M.R.P. promoteur de la réconciliation franco-allemande, auteur du premier plan de Communauté européenne (1950)
- **rue GEORGES-BIDAULT** (1899-1983), président du C.N.R. (1943-1944) fondateur du M.R.P. (1944)
- **rue ROBERT-BURON** (1910-1973), homme d'Etat franciscain, rescapé de Dachau (1944-1945).

La Ville de Paris s'honorerait en donnant à l'une de ses artères le nom de Georges Bidault, ancien professeur à Louis-le-Grand et qui arpenta - à pied souvent - les rues de Paris, à ses risques et périls en 1943 et 1944, pour accomplir des missions périlleuses au titre - peu disputé alors - de président clandestin du Conseil national de la Résistance.

G.V.



## Deuxième appel

### SAUVER LA TERRE

Nous avons reçu un remarquable document qui nous incite à revenir sur le sujet que nous avons traité dans le n° 44 de mai-juin 1990, sous le même titre : «Sauver la Terre».

M. Noël Broquet, Secrétaire Général du Mouvement Européen «La Fédération», nous a adressé une imposante revue publiée sous le titre : «Les Enjeux de l'Europe».

Ce document, établi en collaboration avec notre ami Philippe S' Marc, montre à quel point il devient important et urgent de protéger notre planète «pour éviter qu'elle devienne inhabitable.»

C'est bien ce que pense aussi le Commandant Cousteau, comme nous l'avons dit dans l'article mentionné ci-dessus.

Nous ne saurions trop recommander à nos lecteurs la revue dont il s'agit, dont l'adresse est la suivante :

«Les Enjeux de l'Europe»  
244 rue de Rivoli  
75001 paris  
Tél. : 42.96.96.01



### POUR UN SCRUTIN NET ET JUSTE

(suite de la page 10)

peut se défendre (il s'agit d'envoyer l'homme du terrain pour la gestion du département), l'incidence familiale pour la valeur du vote, l'élection au suffrage universel du président de la République qu'il faudrait avoir le courage de remettre en cause (avant, cela durait huit jours, maintenant il faut compter un an !), et aussi le cumul des mandats si décourageant pour les générations qui suivent et où des hommes de valeur peuvent se trouver bloqués. Toutes questions à voir sans a priori avec courage et sincérité.

# La chasse aux trésors est ouverte

*(L'âme commune)*

*QUELQUES PERSONNALITES COMPETENTES projettent de réunir 38 bld. Raspail, 75007, les documents sur Marc Sangnier, ses activités et ses amis que nos camarades peuvent posséder dans leur bibliothèque, leur cave ou leur grenier, dont ils peuvent craindre qu'ils pourraient disparaître en même temps qu'eux-mêmes et dont ils accepteraient de se déposséder pour leur éviter l'oubli.*

Il s'agit de tout ce qui a trait au Sillon, à la Jeune Garde, à la Jeune République, à Bierville, aux Congrès de la Paix, aux Volontaires de la Paix, à la Ligue Française pour les Auberges de la Jeunesse, à la vie de ces mouvements, en province comme à Paris, etc, aux activités parlementaires de Marc Sangnier, à ses actions de résistance, etc.

Il s'agit de journaux, de brochures, de livres publiés sous son autorité, directe ou indirecte, à Paris comme en province.

Il s'agit de la correspondance qu'il a entretenue avec les dirigeants locaux et les militants de ces mouvements ou courants.

Il s'agit d'articles de journaux rela-

tifs aux voyages qu'il a pu faire, en France ou à l'étranger : compte rendu de réunions, de meetings, de discours, etc...

Il s'agit de témoignages, de souvenirs de ses amis comme des critiques de ses adversaires.

Il s'agit d'articles ou d'écrits les plus divers, anciens ou récents, le concernant comme, par exemple, la lettre de Roger Dumaine que nous avons publiée dans notre avant-dernier numéro).

Il s'agit aussi de photos même jaunies, de cartes postales, de dessins, de caricatures, de gravures comme celle qui est reproduite en tête de la page «L'âme commune», etc

Il s'agit même de ce qui a pu être entrepris, dans le sillage de Marc, dans

son esprit, par ses amis, comme les «Moissonneurs» d'Henri Colas, «La Vie Catholique», «l'Aube», les Nouvelles Equipes Françaises de Francisque Gay, des «Phillippins» de Rouen, le «Pain du Jour» de Francis Gernigon, etc.

Dans un premier temps, toute cette documentation sera groupée.

Il faudra ensuite archiver ces documents, les classer : travail minutieux pour lequel il sera demandé à des documentalistes professionnels et à des historiens de cette période de notre histoire qui fait partie aussi de l'histoire de France, une collaboration, professionnelle et éclairée.

Il est souhaitable que les lecteurs de «l'âme commune» participent à cette collecte.

En premier lieu, ils pourraient signaler la nature et le contenu des documents qu'ils possèdent et accepteraient d'abandonner pour enrichir ce qui est déjà engrangé boulevard Raspail».

En second lieu, selon la nature des documents qu'ils proposeront, de leur poids, de leur volume, il leur sera indiqué par quels moyens ils pourraient les faire parvenir boulevard Raspail où certains sont déjà arrivés. Par exemple Bernard et Paulette Rivière sont allés récemment en chercher chez M. Barberon-Lancelot à Saint-Jean de la Ruelle, aux portes d'Orléans.

Dans le n° 71 de «l'âme commune» nous publions à titre d'exemples quelques documents dont la lecture pourrait orienter les recherches et les propositions de nos lecteurs.

D'abord la photographie d'une lettre adressée à Marc Sangnier, dans les jours qui suivirent la condamnation du «Sillon», par sœur Agnès de Jésus, sœur de sainte Thérèse de l'Enfant Jésus, alors prieure du carmel de Lisieux.

*(suite au prochain numéro)*



**L'Assemblée Générale  
de l'Amicale du M.R.P.  
se tiendra  
vendredi 26 Avril 1991  
à 15 heures  
dans la salle Médicis du Sénat  
elle sera suivie à 17 heures  
d'une messe à la mémoire de nos amis décédés  
dans l'Eglise St Sulpice  
(entrée par la rue St Sulpice)  
et d'une réception à la Présidence du Sénat  
par notre ami Alain Poher**